



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

armée européenne

Question au Gouvernement n° 1382

Texte de la question

ARMÉE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo, pour le groupe Socialistes et apparentés.

M. Joaquim Pueyo. Monsieur le Premier ministre, il y a trois ans, jour pour jour, notre pays était confronté à la plus importante attaque terroriste sur son sol depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : 130 de nos compatriotes tombaient sous les balles, sans compter les centaines de blessés. Devant un tel traumatisme, nous nous associons unanimement à l'hommage rendu aux victimes et à leurs familles. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) Nous ne les oublions pas.

Aussi notre solidarité doit-elle s'exercer par un accompagnement permanent. C'est pourquoi nous avons été nombreux à regretter la suppression du secrétariat d'État à l'aide aux victimes,...

M. Patrick Hetzel. Très juste !

M. Joaquim Pueyo. ...même si les services sont mobilisés pour faire leur travail.

Dimanche dernier, nous étions tous réunis autour des monuments aux morts pour commémorer la fin de la Grande Guerre, qui a dévasté la France et l'Europe. Nous pouvons nous féliciter du travail effectué par la Mission du centenaire, créée en 2012 : elle a réussi à mobiliser nos concitoyens, et nous avons tous été émus en écoutant la lecture des paroles des poilus, qu'ils soient Français ou Européens. Soixante-six chefs d'État et de gouvernement étaient présents pour célébrer la paix et démontrer que la recherche d'un monde plus pacifique doit guider nos actions et nos décisions.

Malheureusement, même si c'est bien l'objectif que nous poursuivons, le contexte international actuel est marqué par des tensions et des violences. Qu'il s'agisse des guerres en Syrie ou au Yémen, des tensions persistantes au Sahel ou en Afrique centrale, des confrontations d'ambitions en mer de Chine ou dans l'Arctique, ou de l'émergence de pouvoirs autoritaires qui cherchent à imposer leur vision du monde, notre pays doit être prêt à répondre. La France doit poursuivre la recherche de solutions au niveau international, notamment européen.

Le Président de la République a évoqué l'idée d'une armée européenne. Cela paraît encore bien ambitieux, alors même que les *battlegroups* européens, pourtant opérationnels, n'ont jamais pu être déployés pour répondre aux crises multiples et que l'Europe de la défense a du mal à s'imposer.

Ma question est donc simple, monsieur le Premier ministre : qu'entendez-vous par « armée européenne » ? S'agit-il d'une simple coopération ? Quelles actions pourraient être lancées pour avancer vers un projet qui reste

pour l'instant bien lointain, mais qui peut aussi donner de l'espoir aux Européens qui partagent une vision commune ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC et sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Je veux commencer par m'incliner devant la mémoire des victimes des attentats du 13 novembre. Elles nous rappellent que, si elle vit en paix depuis soixante-dix ans, l'Europe est toujours menacée, comme vous l'avez très bien dit, et qu'elle ne doit ménager aucun effort pour prendre en main sa sécurité.

Vous l'avez dit aussi, l'Union européenne ne dispose certainement pas, aujourd'hui, d'une armée commune. Cependant, elle a enfin une politique de défense, et celle-ci a progressé plus vite en dix-huit mois qu'en soixante ans, en particulier sous l'impulsion de la France. (*Exclamations sur les bancs des groupes SOC, GDR et LR. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. David Habib. N'importe quoi !

M. Christian Hutin. Qui a écrit ça ?

M. David Habib. C'est incroyable !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. D'ores et déjà, des forces européennes autonomes sont présentes, par exemple, en Méditerranée, pour lutter contre les trafiquants de migrants et les trafiquants d'armes ; au Mali, pour former les forces militaires maliennes ; sur les côtes somaliennes, pour lutter contre la piraterie.

M. Charles de la Verpillière. Cela existait déjà !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Mais l'Europe de la défense, c'est aussi la coopération structurée permanente, qui existe depuis moins d'un an, et le fonds européen de défense, qui permettra d'affecter 13 milliards d'euros à la défense à partir de 2021 et commencera à financer des projets dès l'année prochaine, pour 1,5 milliard d'euros.

M. Christian Hutin. C'est la Grande Armée ?

Un député du groupe LR. Ce n'est pas la question !

Mme Valérie Rabault. L'Europe, c'est la modestie, madame la ministre !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Telle est la réalité, madame la présidente ! Ces projets n'existaient pas, ils existent depuis un an. On en a parlé pendant soixante ans, on s'est payé de mots, et maintenant, il y a des actes ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Mme Valérie Rabault. La modestie !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Enfin, nous avons créé, avec huit autres pays européens, l'Initiative européenne d'intervention, dont le but est de faciliter les futurs engagements opérationnels conjoints...

Mme Valérie Rabault. Heureusement que nous avons eu Mitterrand et Delors !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. ...entre Européens dotés de capacités militaires crédibles et prêts à les déployer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1382

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [14 novembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [14 novembre 2018](#)